



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 9 février 2022

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, entouré des membres du G5+, a rencontré, le 4 février dernier, les représentants des partis politiques d'opposition membres de la coalition démocratique (COD-2020). Les discussions entre les deux parties ont porté sur le processus de paix, notamment le dialogue républicain, l'Accord de paix et la feuille de route de la CIRGL, ainsi que les élections locales de septembre 2022 et la situation sécuritaire dans le pays.

Au nom des membres du G5, un groupe d'États et d'institutions internationales partenaires de la RCA (États-Unis, France, Union européenne, Union africaine, Communauté Économique des États de l'Afrique centrale-CEEAC, MINUSCA et Banque Mondiale), le Représentant spécial a qualifié de fructueux les échanges avec ces dirigeants politiques et a exprimé son appréciation suite à la décision de l'opposition de réintégrer le comité d'organisation du dialogue républicain.

Le Représentant spécial était accompagné à cette réunion de la Représentante spéciale adjointe, Denise Brown, et du Chef de la composante Police de la MINUSCA, le Commissaire de Police, Christophe Bizimungu.

● Le rapport du Secrétaire général des Nations unies sur la situation en République centrafricaine sera présentée devant le Conseil de sécurité le 22 février 2022 par le Représentant spécial du Secrétaire général. Il s'agit du premier des trois rapports du Secrétaire général prévus pour 2022, conformément à la résolution 2605 du Conseil de sécurité.

Selon la résolution, les rapports doivent notamment porter sur la situation sécuritaire, le respect du cessez-le-feu, le processus politique, la mise en œuvre de l'APPR, y compris les efforts déployés par la MINUSCA pour appuyer le cessez-le-feu et le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement, et l'évolution de la situation des droits humains et du droit international humanitaire ainsi que la promotion et la protection de ces droits et la protection des civils. Le rapport porte également sur l'état de la mise en œuvre des tâches confiées à la

MINUSCA. Les prochains rapports du Secrétaire général seront présentés devant le Conseil de sécurité en juin et octobre prochains.

- La Représentante spéciale adjointe, Lizbeth Cullity, a participé mardi à Bangui à l'ouverture de l'atelier des acteurs de sensibilisation impliqués dans le processus de paix, organisé par le Conseil National de la Médiation. Le Chef de l'Etat a présidé la cérémonie d'ouverture de cet atelier.

La Représentante spéciale adjointe a rappelé que projet vise à l'installation des points focaux du Conseil National de la Médiation dans les huit arrondissements de Bangui et sa périphérie, ce qui "permettra de sensibiliser davantage la population et les acteurs sociaux à la médiation". La MINUSCA entend poursuivre ce projet pilote en le répliquant auprès d'autres institutions nationales, selon Lizbeth Cullity.

- Le Gouvernement centrafricain a lancé mardi le projet de vulgarisation et de sensibilisation des lois sur les collectivités territoriales et les circonscriptions administratives, sous la présidence du Ministre chargé de l'Administration du territoire, de la décentralisation et du développement local, Bruno Yapandé, et en présence de la Représentante spéciale adjointe, Denise Brown. Dans son intervention, la Représentante spéciale adjointe a rappelé l'importance de la décentralisation comme élément contributeur aux élections ainsi que l'appui de la Mission à cette démarche au Gouvernement.

A cette occasion, des communicants ont entamé une formation de deux jours sur la loi des collectivités territoriales et la loi sur les circonscriptions administratives adoptées respectivement en 2020 et 2021. Les prochaines étapes de ce projet qui couvrira tout le pays pendant plus de trois mois sont l'organisation de 20 sessions de vulgarisation auprès d'environ 500 autorités administratives et locales ainsi que des responsables des services déconcentrés des Ministères et enfin 89 sessions de sensibilisation des communautés ciblant environ 1750 personnes. Les communicants bénéficieront également de l'appui logistique technique et financier de la MINUSCA notamment dans l'organisation des séances de sensibilisation et vulgarisation.

DDR

Le préfet de la Haute-Kotto, Evariste Binguinendji, et le Chef de Bureau par intérim de la MINUSCA ont officiellement lancé la composante « argent contre travail » du projet de réduction de la violence communautaire sur l'axe Bria-Agbaba (12 Km au sud de Bria). Le projet permettra de réhabiliter environ 10 Km de route dégradée avec la participation de 180 bénéficiaires du projet CVR. L'équipe intégrée MINUSCA DDR/UNOPS a distribué sept kilogrammes d'alevins de Tilapia à 30 bénéficiaires (dont 7 femmes) du projet CVR à au PK-3 et Bornou réunis en deux groupes, afin de soutenir la production de poissons de bonne qualité dans la région.

BUREAUX REGIONAUX

- Le 4 février, le bureau de la MINUSCA de Bambari a remis officiellement trois forages réalisés dans le cadre des PQR pour la population d'Alindao. Ce projet a été financé à hauteur de 24.845.000 francs CFA et vise à améliorer la vie de la population.

Dans le cadre des projets à impact rapide, la section des Affaires civiles, en coordination avec la Direction régionale de l'agriculture de la Haute-Kotto, l'antenne locale de l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) et une ONG locale partenaire, a procédé à la distribution d'intrants agricoles et du matériel aratoire à 60 femmes des groupements agricoles des villages de Kpakawa, Kolaga et Agbagba sur l'axe Bria-Irabanda. Destinée aux populations qui retournent peu à peu dans leurs demeures qu'elles avaient abandonnées lors de la crise pour se réfugier dans des camps des déplacés internes, cette initiative vise à contribuer au relèvement économique au niveau communautaire et à renforcer la cohésion entre ces femmes déjà organisées dans des groupements.

- Le 5 février, la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaire de la MINUSCA a offert un réservoir d'eau de 1000 litres et du matériel de protection contre la COVID-19 à la prison de Paoua. En plus de l'amélioration des conditions de vie des détenus, notamment l'arrosage du jardin potager destiné à améliorer la ration alimentaire des détenus, l'installation du réservoir permettra de minimiser les risques d'évasion et autres incidents liés aux multiples corvées d'eau à la fontaine.
- Au cours de la semaine écoulée, la MINUSCA a organisé plusieurs sessions de sensibilisation et de renforcement des capacités des communautés dans ses différents bureaux de terrain. A Berbérati, les 2 et 3 février, la division des Affaires civiles une table ronde sur la transhumance pacifique en Mambéré-Kadei a réuni 23 participants, dont quatre femmes représentant les autorités locales, les chefs religieux, les forces de défense et de sécurité (FSI), les leaders des jeunes et des femmes, les commerçants de bétail et les bouchers ont assisté à cet atelier de deux jours. Les participants recommandent notamment la création de zones de pâturage avec à leur tête des chefs, l'organisation d'une réunion d'évaluation mensuelle et l'implication des motos-taxis dans le partage des informations de sécurité.

La division des Affaires civiles a également organisé deux ateliers à Berbérati et Bangui pour renforcer les capacités des membres des réseaux d'alerte précoce afin d'améliorer la protection des civils dans la zone identifiée. Sur l'axe Bria-Ouadda, 139 personnes (101 femmes) ont été sensibilisées sur la campagne Agir pour Protéger les Enfants contre les graves violations de leurs droits et sur les Droits de l'Homme et les Droits humanitaires lors d'ateliers par la division de la Communication stratégique et d'information publique (SCPI), la division des Droits de l'homme et par l'Unité Protection de l'Enfant. A Obo, ce sont quelques 60 chasseurs et pêcheurs des axes Bambouti, Mboki et la sortie Ngoubéré qui ont été sensibilisés à la culture de la paix.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 8 février 2022:

- Cas accumulés	1235
- Cas guéris	1182
- Cas actifs	35
- Décès	9

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La semaine écoulée, la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire a été relativement calme avec cependant des incidents commis par les éléments des groupes armés coalisés contre les populations civiles dans les régions Ouest et Centre. Ces attaques constituent de graves violations des droits humains.

Le commandant de la Force, le général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré a rendu visite au contingent tanzanien le vendredi 04 février 2022 à Berberati. L'objectif de cette visite opérationnelle était d'encourager ces casques bleus suite à l'attaque à l'engin explosif improvisé subi par le contingent, et qui avait causé des blessés graves, et de s'enquérir de la situation sécuritaire dans la zone de responsabilité du TANBAT. Le Commandant de la Force a échangé avec le commandement de cette unité et les a exhortés à continuer de protéger les populations civiles avec professionnalisme comme il le font. Les casques bleus quant à eux ont réaffirmé leur détermination et leur engagement à accomplir leur mission, malgré la menace des engins explosifs improvisés.

Dans la continuité des visites du leadership de la Force aux pays contributeurs de troupes, le chef d'état-major de la Force, le Général de Brigade Stéphane Marchenoir s'est rendu au Rwanda et au Burundi du 31 janvier au 05 février 2022. Cette mission avait pour objectif de remercier ces pays pour leur engagement dans la MINUSCA, d'échanger avec les mécanismes pour un meilleur partage d'expérience en matière de maintien de la paix et apporter un appui dans leur préparation de pré-déploiement.

Conformément aux accords de partenariat qui existent entre le gouvernement centrafricain et la MINUSCA, et dans un esprit de collaboration, la Force a assuré la relève (entrante et sortante) des FACA à Obo. La coopération entre les casques bleus et les militaires centrafricains dans cette partie du territoire a toujours été au beau fixe et la MINUSCA leur apporte à chaque fois que besoin est son soutien logistique.

S'agissant de la situation sécuritaire dans la zone ouest, la caractéristique principale reste la menace que représentent les engins explosifs improvisés aussi bien pour la population civile que pour la population civile ainsi que pour le personnel de la MINUSCA. Conscient de cela, la Force a entrepris une opération de dépollution des axes majeurs de la zone. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont déjà nettoyé et les actions, qui sont toujours en cours, vont s'intensifier. L'une des équipes en place a découvert et détruit un engin explosif près de Beina Wayo. Dès que toutes les capacités en matière de lutte contre les IED seront acquises, les actions de dépollution se généraliseront.

Dans la région centre, à la suite de l'opération menée dans la zone de Bambari, des éléments résiduels de l'UPC s'en sont pris lâchement aux populations civiles. Une attaque a été perpétrée à Komayo, entraînant le déplacement d'environ 300 personnes vers Boyo. En réponse, les casques bleus népalais ont immédiatement dépêché une patrouille à Komayo et du renfort a été envoyé par l'état-major intégré de Bambari.

La situation sécuritaire dans la partie est du territoire de la RCA est restée relativement calme, mis à part des attaques contre des éleveurs dans certaines zones de transhumance, dont les routes

saisonniers en provenance du Soudan et du Tchad passent par la zone située au nord de ZEMIO. Il est donc possible que les actes de banditisme et de contrebande se multiplient dans la zone. En plus de cela, des mouvements d'éléments armés ont été signalés dans zone frontalière soudanaise. Les unités de la Force suivent avec attention la situation afin de parer à toute menace contre les populations civiles.

ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS

Dans la région est, l'équipe d'engagement féminine du contingent zambien a mené un programme de sensibilisation nutritionnelle dans le village de Tsi Tsi, situé à 12 km le long de l'axe Delembe. Les femmes de la localité ont grandement apprécié l'activité qui leur permettra d'améliorer la prise en charge de leurs enfants de bas âge. Une équipe médicale a au même moment pris en charge 50 patients. Au centre, une patrouille du contingent pakistanais a distribué des ballons de football aux enfants dans le village de Bogor sur l'Axe de Bouca. Par ailleurs, Les spécialistes de l'hôpital de niveau 2 du Bangladesh (BANMED-8) a traité 12 patients.

Dans l'ouest, le contingent bangladais de Bouar continue son programme hebdomadaire de formation en informatique au profit des étudiants, et son hôpital a pris en charge 291 patients civils au cours de la semaine écoulée à Bouar, Bossembele et Ndim. La compagnie péruvienne de génie poursuit quant à elle la réhabilitation de la piste de l'aéroport de Bouar par la pose de couche d'asphalte. A Bangui, le bataillon égyptien a distribué des habits et des kits scolaires à plus de 150 enfants de 02 à 06 ans de l'école islamique Mubarak, au PK5.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le Chef de la composante Police, Christophe Bizimungu, accompagné de la Directrice de la Division des droits de l'homme de la MINUSCA, Hanan Talbi, s'est rendu le 7 février à la Direction Générale de la Police centrafricaine où les deux responsables onusiens ont eu des entretiens avec le Directeur Général de la Police, le Commissaire Divisionnaire Bienvenu ZOKOUE sur la situation des droits de l'homme en RCA.

Précédemment, le 02 février, le chef de la Police de la MINUSCA s'était rendu à l'Ecole Nationale de Police au PK10. Après les échanges avec les responsables de ladite structure sur les relations de travail, il a visité les projets réalisés par UNPOL au profit de cette école. Le Chef de la composante Police a instruit l'unité de gestion des projets de prévoir la construction des dortoirs additionnels pour pallier l'insuffisance de logements pour les élèves policiers. Depuis 2017, UNPOL en colocation dans ladite école apporte son appui à la formation initiale et continue des élèves gardiens de la paix de la République centrafricaine.

Le pilier développement d'UNPOL a tenu une réunion à Bangui le 2 février avec une équipe de la mission de Conseil de l'Union Européenne en RCA. Les échanges ont porté sur les actions en faveur des FSI, notamment la réhabilitation d'un bâtiment au Commissariat du 1^{er} Arrondissement en vue d'abriter certains services de la Direction Générale de la Police Centrafricaine.

Par ailleurs, une équipe de l'Unité de gestion des projets a rencontré le Directeur de l'UMIRR, en présence du représentant du PNUD, pour discuter des réalisations au profit de cette Unité. Le Directeur a renouvelé à cet effet, sa demande sur l'appui en kits informatiques afin de faciliter le travail des enquêteurs en matière de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG).

Dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat, UNPOLs du pilier développement ont tenu deux séances de travail avec les Directeurs Généraux de la Police et de la Gendarmerie. Les discussions ont porté sur les conditions de vie et de travail des Forces de Sécurité Intérieures (FSI) en poste dans les localités d'Obo, Birao et Ndélé. Aussi, ces séances de travail ont permis de faire le point du déploiement des gendarmes et policiers en provinces, afin de désengorger la ville de Bangui conformément au Plan Global de Redimensionnement et de Redéploiement des FSI (PGRR).

APPUI OPERATIONNEL

A Kaga-Bandoro, UNPOL a apporté le 1^{er} février, son appui par la mise en place d'un dispositif sécuritaire lors de la découverte d'une grenade à main dans un jardin non loin du site des personnes déplacés internes. Cette grenade a été enlevée plus tard par l'unité de Sécurité de la MINUSCA et le Bataillon Pakistanais en vue de sa neutralisation.

Les unités de police et l'Etat-major intégré (JTFB) poursuivent les patrouilles conjointes de sécurisation à Bangui et dans toutes les régions. A Berberati le 05 février, une équipe de l'unité de Police Constituée du Sénégal au cours de la patrouille, est tombée sur un incendie qui s'est déclenché dans une maison au quartier Gerard 2. La prompt intervention de cette équipe a permis de circonscrire l'incendie et de préserver des vies.

Les équipes UNPOL en colocation dans les différents services de Police et de Gendarmerie de Bangui ainsi que dans les régions ont échangé avec les FSI sur la conduite des enquêtes relatives aux plaintes pour pratique de sorcellerie, la prise en charge des victimes, les autorités chargées de la poursuite, la présomption d'innocence...

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, UNPOL continue les séances de sensibilisation au profit des FSI et de la population centrafricaine, notamment sur le respect des mesures barrières édictées par le Gouvernement centrafricain et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

RENFORCEMENT DE CAPACITES

Initialement prévu pour le 13 février prochain, l'examen de pré-sélection des FSI pour la formation d'officiers de Police judiciaire (OPJ) organisé par UNPOL et le PNUD est reporté pour une date ultérieure. Les 17 centres d'écrits retenus sur l'ensemble du territoire restent cependant inchangés.